

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021
DECISION N° 2021-037- DB**

Date d'affichage : 1 avril 2021		Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.
Nombre de membres :	52	
En exercice :	52	
Quorum :	27	
Présents :	42	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	6	Présents : (42)
dont pouvoir(s) :	5	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.
Absent(s) :	4	Excusé(s) : (6)
		Anatole MICHEAUD, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND
Nombre de votants :	47	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5)
Secrétaire de séance :		Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET
M. Pierre-Yves DOUET.		Absent(s) : (4)
		Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD

ZI MÉRON À MONTREUIL-BELLAY - PARCELLE D2155 ET PARCELLE D2163 - PROTOCOLE D'ACCORD PRÉALABLE À UNE PROMESSE DE VENTE AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ VIRTUO

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en développement économique et plus particulièrement en matière de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire, la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire a repris la gestion du site de la zone industrielle de Méron, située sur le territoire de la commune de Montreuil-Bellay.

Compte tenu de l'attrait que représente une implantation sur cette zone industrielle, la société VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY (ci-après VIRTUO), promoteur immobilier spécialisé dans la promotion logistique, et la Communauté d'Agglomération, se sont rapprochées afin d'envisager les modalités selon lesquelles elles pourraient s'engager à conclure une promesse unilatérale de vente portant sur deux parcelles référencées D2155 et D2163 situées dans la zone industrielle, sous condition de sa commercialisation.

En effet, préalablement à la conclusion d'une promesse unilatérale de vente, la société VIRTUO souhaite s'assurer que les parcelles puissent être commercialisées – cette commercialisation étant nécessaire à la viabilisation de son projet de promotion immobilière.

L'objet du présent protocole d'accord est donc d'autoriser, pendant 2 ans à compter de sa signature, la société VIRTUO à prospecter et à commercialiser les parcelles D2155 et D2163. Il est prévu que la Communauté d'Agglomération soit associée à la commercialisation. La société VIRTUO organisera notamment des points d'étape entre les parties et lui transmettra la plaquette de présentation du projet immobilier. La durée du protocole sera néanmoins prolongée dans l'hypothèse où une opération de commercialisation interviendrait en fin de protocole. Cette prolongation s'étendra jusqu'à la finalisation des études et négociations voire la conclusion de la promesse de vente de ladite opération sans pouvoir dépasser la durée initiale du protocole.

A défaut de commercialisation pendant cette période, les parties renoncent à la signature de la promesse de vente.

En revanche, dans l'hypothèse d'une commercialisation, les parties s'engagent à conclure une promesse de vente dont les conditions essentielles seront déterminées dans celles-ci. Le protocole d'accord prévoit cependant que le prix d'acquisition sera fixé à 7€/m². Les autres conditions de la vente restent à définir dans l'acte éventuel à venir.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020/124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par la délibération n° 2020/180 DC du 12 novembre 2020 ;

Il est proposé au Bureau :

- **D'AUTORISER** la signature du protocole d'accord avec la société VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY ;

- **D'AUTORISER** le bénéficiaire du protocole d'accord à entamer la commercialisation des parcelles cadastrées D2155 et D2163 d'une superficie d'environ 16,71 hectares dans les conditions prévues par le protocole ci-après annexé.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 47 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021 Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	8. Domaine et compétence par thèmes	8.4 Aménagement du territoire
-------------------	-------------------------------------	-------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »